

PAYS DE LA LOIRE

# L'ÉLECTRONIQUE N'A PAS DIT

Lacroix, Eviden, Meggitt, Thales... Les Pays de la Loire voient naître une nouvelle génération d'usines, tandis que les PME de cette filière se restructurent.

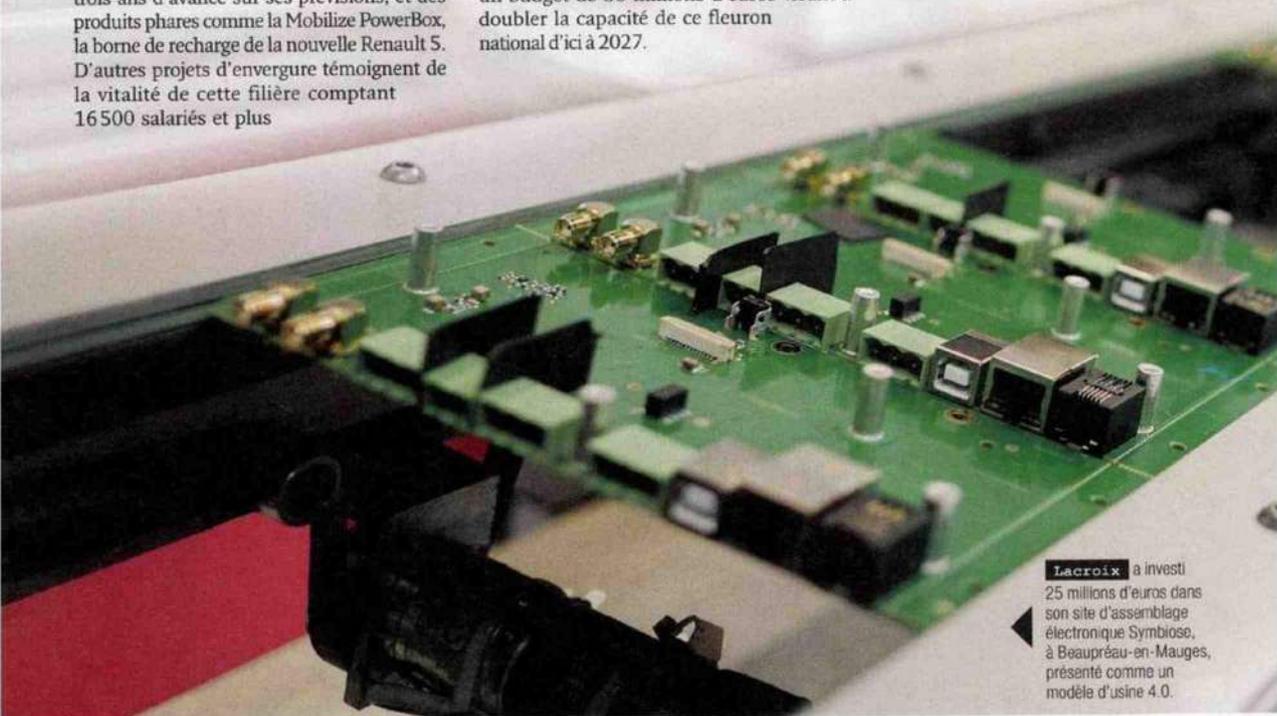
**L**e design arrondi de l'usine Symbiose symbolise une nouvelle ère de l'électronique dans les Pays de la Loire, terre historique de cette industrie. Lacroix a investi 25 millions d'euros en 2022 à Beaupréau-en-Mauges (Maine-et-Loire) dans cette unité d'assemblage de cartes électroniques, présentée comme la quintessence de l'industrie 4.0. Son ambition est de maintenir des productions en France. Si rien n'est gagné, le pari prend forme.

En 2024, Lacroix approchait les 100 millions d'euros de chiffre d'affaires sur ce site, avec trois ans d'avance sur ses prévisions, et des produits phares comme la Mobilize PowerBox, la borne de recharge de la nouvelle Renault 5. D'autres projets d'envergure témoignent de la vitalité de cette filière comptant 16500 salariés et plus

de 171 établissements dans la région. Thales, qui fourbit à Cholet (Maine-et-Loire) les armes de la guerre électronique, doit finaliser cette année, pour 70 millions d'euros, un campus de recherche de 10 000 m<sup>2</sup> et un centre logistique de 18 000 m<sup>2</sup>. Près d'Angers, le britannique Meggitt reconstruit son usine de systèmes électriques et électroniques pour l'aéronautique, qui devrait être achevée en 2027. Cet investissement de 35 millions d'euros est porté, pour sa partie immobilière, par la société d'économie mixte Alter. Elle endosse aussi la reconstruction de l'usine angevine de supercalculateurs d'Atos-Eviden, un budget de 80 millions d'euros visant à doubler la capacité de ce fleuron national d'ici à 2027.

Si l'électronique grand public s'est envolée vers l'Asie, les électroniciens ligériens ont su se repositionner sur des marchés professionnels, au service d'une industrie diversifiée, puis se tourner vers l'international. « La filière régionale est fortement orientée vers la conception de cartes et de sous-ensembles électroniques », rappelle Sébastien Rospide, le directeur général de We Network. Ce centre de ressources technologiques fédère 200 acteurs, dont des EMS (electronics manufacturing services) de premier rang : Lacroix, Eolane, Selha Group, l'orléanais All Circuits, qui dispose d'un bureau d'études dans le technocampus électronique, près d'Angers...

La filière n'échappe cependant pas aux turbulences. L'angevin Eolane est en quête de repreneurs pour une partie de ses activités. C'est une question de pérennité pour ce groupe de 2 400 salariés, suivi de près par l'État en raison de ses productions stratégiques



**Lacroix** a investi 25 millions d'euros dans son site d'assemblage électronique Symbiose, à Beaupréau-en-Mauges, présenté comme un modèle d'usine 4.0.

# SON DERNIER MOT

dans la défense, l'aéronautique ou le nucléaire. L'un des prétendants est le suisse Cicor Technologies, mais d'autres candidats, dont des Français, sont sur les rangs.

## « Faire le dos rond »

« L'année 2024 n'a pas été bonne, après le sursaut de l'après-Covid », confirme Sébastien Rospide. « Il s'agit de faire le dos rond », ajoute David Hériaud, le dirigeant de Selva, un autre fabricant de cartes électroniques situé à Vallet (Loire-Atlantique). Cette PME de 170 salariés affichant un chiffre d'affaires de 20 millions d'euros, prouve cependant que l'électronique n'est pas l'apanage des ETI. « Notre taille moyenne, notre surface financière, notre historique et notre réactivité rassurent », soutient David Hériaud. Selva résiste aussi grâce à la multiplicité de ses clients, de

l'aéronautique au médical en passant par la compétition automobile et même, de nouveau, des productions grand public « que l'on n'aurait jamais imaginées il y a dix ans », s'étonne le dirigeant.

Autre poids moyen, BeLink, dans la Sarthe, a réussi à ramener sa dépendance à l'automobile de 80 à 50 % de son chiffre d'affaires, qui s'élève à 20 millions d'euros. Selon son directeur général, Gaétan Guillemot, ce savoir-faire dans l'automobile doit désormais permettre à l'entreprise de se positionner sur d'autres marchés exigeants, celui des drones notamment. BeLink entrevoit également des développements dans les technologies imprimées, issues de la sérigraphie dont la société est l'un des rares spécialistes. L'automobile et l'aéronautique s'intéressent à ces procédés, qui pourraient justifier « quelques dizaines de millions d'euros d'investissements dans les deux ans ».

Si ces PME tirent leur épingle du jeu, la consolidation va bon train. Seico, un petit sous-traitant électronique réalisant 15 millions d'euros de chiffre d'affaires avec 100 salariés, a été repris par le lavallois Cofidur. Ce dernier veut ainsi atteindre une taille critique, « en l'occurrence un chiffre d'affaires proche de 100 millions d'euros », explique Jean-François Remoué, le directeur commercial. Dans le même esprit, l'électronicien vendéen Tronico, doté d'une forte culture d'innovation, notamment dans le médical, a rejoint le toulousain Agôn Electronics, formant un ensemble de 220 millions d'euros de chiffre d'affaires. « Les grands donneurs d'ordres comme Alstom, Airbus, Safran ou Thales poussent à une consolidation forte de l'industrie électronique », constate Bruno Picquart, le PDG d'Agôn Electronics.

En dix ans, We Network a largement œuvré à la transition digitale de cette industrie. L'heure est désormais au virage environnemental. « C'est l'alpha et l'oméga pour les prochaines années, énonce Sébastien Rospide. Ce qui impliquera, notamment, une nouvelle manière de concevoir les produits, une montée en compétences, de nouveaux matériaux, de nouvelles machines... » Déjà, une filière reconditionnement s'est ancrée localement : Largo à Nantes, pour les smartphones, VoltR en Anjou, dans les batteries au lithium, ou encore, dans le reconditionnement d'ordinateurs, Itancia ou Okamac, qui reconstruit, pour 4,5 millions d'euros, son usine près d'Angers. Et le territoire semble disposer des ressources pour faire naître d'autres trajectoires similaires. We Network accompagne une soixantaine de projets par an, un tiers émanant de start-up. ■ EMMANUEL GUIMARD

## LE DÉFI RSE DE LACROIX

Lacroix a opéré un tri drastique dans ses activités. Après avoir vendu en 2024 sa production de panneaux routiers en métal, son activité historique, à l'Américain Alac, il vient de signer la cession de ses feux tricolores, panneaux d'affichage dynamique et autres systèmes de régulation de la circulation, à l'autrichien Swarco. Objectif, pour le groupe nantais de 5 100 salariés et 761 millions d'euros de chiffre d'affaires : se concentrer sur l'électronique et sur un pôle environnement apportant des solutions connectées pour la smart city, avec ce que cela implique en électronique et cybersécurité. Peu enclin à la facilité, Vincent Bedouin, son PDG, a défini une stratégie RSE quelque peu radicale. D'une part, « des business que nous ne voulons plus servir », avec des produits exclus par l'entreprise, comme ceux liés aux explorations d'énergies fossiles, jeux vidéo, armes interdites... D'autre part, le groupe entend se consacrer pleinement aux produits « utiles » ou « à impact positif, ayant un bénéfice environnemental ou social ». Si le défi ne manque pas de noblesse, Lacroix doit désormais se confronter à la réalité d'un monde économique moins scrupuleux. ■

H. BRUNER/LACROIX

